

## La guerre des prix secoue le Salon de l'agriculture

Une modification de la loi régissant les relations entre distributeurs et industriels est envisagée par l'exécutif.

LE MONDE ECONOMIE | 29.02.2016 à 10h47 • Mis à jour le 29.02.2016 à 12h11 | Par Laurence Girard (/journaliste/laurence-girard/)



Le stand Charal (marque du groupe Bigard) au Salon de l'agriculture le 27 février 2016, a été la cible d'éleveurs mécontents, dimanche 28 février. Marc Ollivier/PHOTOPQR/MAXPPP

Arrivé à l'heure de la traite, Manuel Valls a été accueilli dans une ambiance tendue, lundi 29 février, au Salon de l'agriculture. Moins virulents que lors de la venue de François Hollande, les éleveurs ont tout de même réservé au premier ministre quelques quolibets et invectives, et ce malgré un message d'« appel au calme » lancé par le principal syndicat agricole français, la FNSEA. « *Après les happenings du week-end, l'heure est à la discussion sur le fond* », explique un syndicaliste. Au menu du petit déjeuner organisé avec les représentants des filières agricoles, les discussions à Bruxelles, l'allégement des charges, une nouvelle organisation de la définition des normes environnementales en lien étroit avec la profession et bien évidemment les négociations commerciales et la guerre des prix.

« APRÈS LES  
HAPPENINGS DU  
WEEK-END,  
L'HEURE EST À LA  
DISCUSSION SUR  
LE FOND »

Officiellement, les négociations commerciales qui fixent les tarifs entre la grande distribution et les industriels pour les produits de marque s'achèvent lundi 29 février. Mais les dernières signatures pourraient encore se faire mardi ou mercredi. Signe de la tension qui règne entre les acteurs.

**Lire aussi : Futurs agriculteurs : « On ne pourra plus vivre comme nos parents »**

(/campus/article/2016/02/27/futurs-agriculteurs-on-ne-pourra-plus-vivre-comme-nos-parents\_4872979\_4401467.html)

Un jeu de l'élastique qui rejaillit sur les éleveurs. La guerre des prix à laquelle se livrent les enseignes mine la trésorerie et use les nerfs des producteurs de lait, de cochon et de viande bovine. Après avoir multiplié depuis près de deux mois les manifestations aux quatre coins de la France, ils ont décidé d'utiliser l'événement parisien très médiatisé qu'est le Salon pour faire entendre leur détresse.

LES  
PRODUCTEURS  
DE  
PRIM'HOLSTEIN,  
LA RACE  
DOMINANTE DES  
FERMES  
LAITIÈRES  
FRANÇAISES, ET  
DE CHAROLAIS,  
TRÈS MALMENÉS  
PAR LA  
CONJONCTURE,  
ÉTAIENT EN  
PREMIÈRE LIGNE.

Une colère orchestrée par la FNSEA. Et dont a fait les frais, François Hollande, venu inaugurer le Salon, samedi 27 février. Alors même qu'il avait à ses côtés Xavier Beulin, président de la FNSEA. On se souvient qu'en 2010, après la crise du lait de 2009, Nicolas Sarkozy, alors chef de l'État, avait préféré s'abstenir d'inaugurer le Salon. Il s'était contenté d'une visite avant la fermeture des portes. M. Hollande a, lui, choisi d'affronter l'exaspération des agriculteurs, avec à ses côtés le ministre de l'agriculture, Stéphane Le Foll. Peut-être pensait-il que la nouvelle baisse des cotisations sociales de 7 points, accordée une semaine avant, initiative saluée par M. Beulin, avait suffisamment déminé le terrain ? Entouré d'un imposant service d'ordre, le président a traversé le hall de l'élevage sous les sifflets, les huées et les insultes. Les producteurs de prim'Holstein, la race dominante des fermes laitières françaises, et de charolais, très malmenés par la conjoncture, étaient en première ligne.

**Lire aussi : Manuel Valls interpellé par des éleveurs au Salon de l'agriculture** (/politique  
[/article/2016/02/29/manuel-valls-interpelle-par-des-eleveurs-au-salon-de-l-agriculture\\_4873392\\_823448.html](/article/2016/02/29/manuel-valls-interpelle-par-des-eleveurs-au-salon-de-l-agriculture_4873392_823448.html))

## Multiplication des contrôles

Autre coup de force, celui des céréaliers d'Ile-de-France, fédération locale de la FNSEA et Jeunes Agriculteurs réunis, qui s'en sont pris au stand du ministère de l'agriculture, en le démontant. Dimanche, la Fédération nationale bovine a décidé, elle, de se faire entendre sur le stand Charal, la marque du plus gros industriel français de la viande Bigard. Des éleveurs l'ont aspergé avec un extincteur et de la farine pour dénoncer sa politique de prix et la difficulté de dialogue avec l'industrie et la grande distribution. En distribuant des faux billets de 100 euros aux visiteurs du Salon, les éleveurs bovins ont expliqué que, sur cette somme payée par le consommateur pour les produits alimentaires, seuls 8 euros revenaient à l'agriculteur. Pour la viande payée entre 17 et 20 euros le kilo par le client, seuls 2,50 à 3 euros vont dans la poche de l'éleveur.

« FAIRE  
PRESSION SUR  
LES  
DISTRIBUTEURS  
POUR UNE VRAIE  
RECONNAISSANCE  
DU TRAVAIL DE  
L'AGRICULTEUR »

Face aux relations conflictuelles entre producteurs, industriels et distribution, M. Hollande a affirmé samedi que l'État devait « *faire pression sur les distributeurs pour une vraie reconnaissance du travail de l'agriculteur* ». Il a annoncé vouloir modifier « *avant l'été* » la loi de modernisation de l'économie (LME). Un engagement tempéré lundi par M. Valls. « *S'il faut légiférer, [...] nous le ferons. Mais moi, j'appelle chacun à assumer ses responsabilités.* » Adoptée en 2008, la LME instaure la liberté de négociation des prix entre les centrales d'achat des grandes surfaces et leurs fournisseurs. Or, depuis, la concentration des enseignes s'est encore accélérée : quatre centrales d'achat verrouillent désormais le marché. Et la bataille pour être l'enseigne la moins chère et gagner des parts de marché dans un climat de consommation atone se poursuit.

LES SERVICES DE  
BERCY ONT  
MULTIPLIÉ LES  
CONTRÔLES  
CETTE ANNÉE

**Lire aussi : Au Salon de l'agriculture, Hollande cible de la colère des agriculteurs**

(/politique/article/2016/02/27/au-salon-de-l-agriculture-francois-hollande-cible-de-la-colere-des-agriculteurs\_4872971\_823448.html)

Les services de Bercy ont multiplié les contrôles cette année. Le ministère de l'économie avait expliqué qu'il n'était pas prêt à réformer la LME mais envisageait de durcir le cadre législatif si l'amont de la filière continuait à pâtir de la situation. Un bilan doit être fait courant mars. Les réflexions du gouvernement portent notamment sur l'instauration de contrats dits tripartites, où le fournisseur inscrirait noir sur blanc le prix auquel il achètera sa matière première à la filière et donc aux agriculteurs.

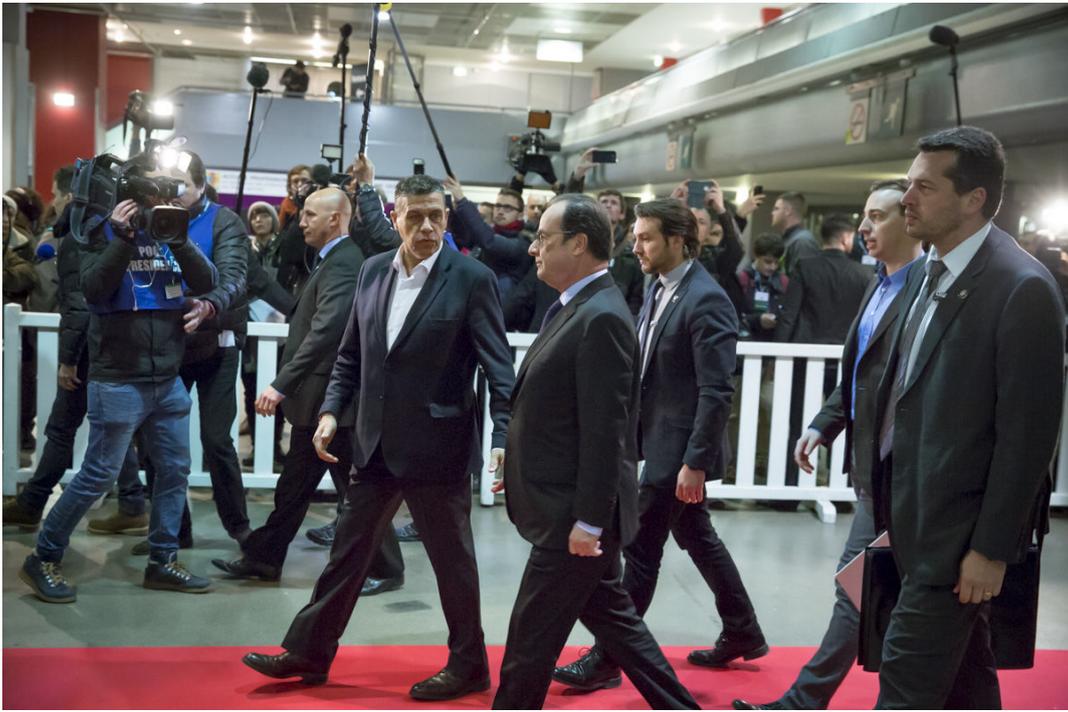
Mais les éleveurs laitiers et porcins souffrent également d'une surproduction européenne. Et, pour eux, la réponse à la crise passe par Bruxelles. La marge de manœuvre est étroite pour la France face à la politique libérale prônée par les 28 Etats membres et appuyée par les grands industriels et le négoce. Elle s'illustre en particulier par la disparition des quotas laitiers instaurée fin mars 2015 et le refus de l'étiquetage de l'origine de la viande et du lait sur les produits industriels. Le sujet d'éventuelles mesures de régulation de la production du porc et du lait sera au menu de la prochaine réunion des ministres de l'agriculture le 14 mars. Mais le commissaire européen Phil Hogan n'a toujours pas confirmé sa date de venue au Salon de l'agriculture.

**Lire aussi : La FNSEA présente des « excuses » à François Hollande pour les insultes au Salon de l'agriculture**

(/economie-francaise/article/2016/02/28/salon-de-l-agriculture-xavier-beulin-presente-des-excuses-pour-les-insultes-proferees-a-l-encontre-de-francois-hollande\_4873180\_1656968.html)













Précédent

1/11

Suivant

Malgré le désespoir ambiant, les professionnels n'ont pas boycotté ce salon, foire-exposition de l'excellence des terroirs français et d'un modèle qui s'interroge sur son avenir.

Jean-Claude Coutausse / french-politics pour Le Monde

> [Accéder au portfolio](http://planete/portfolio/2016/02/27/en-images-ouverture-tendue-du-salon-de-l-agriculture-a-paris_4872858_3244.html) (/planete/portfolio/2016/02/27/en-images-ouverture-tendue-du-salon-de-l-agriculture-a-paris\_4872858\_3244.html)